

Le cardinal face à Manuel Valls

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Communication P](#), [Eglise en France](#), [En Une](#), [Islam](#), [Perepiscopus](#), [Rôle des laïcs](#)

Date : 7 octobre 2013



Vendredi 4 octobre au soir, l'archevêque de Paris et le ministre de l'Intérieur étaient invités au collège des Bernardins pour débattre de la laïcité, et de la place pour les chrétiens dans le débat public. Le débat n'a pas vraiment eu lieu. En lieu et place s'est déroulé un dialogue consensuel, censé réconcilier les catholiques avec la gauche politique. De là à penser qu'il y avait là une tentative de récupération politique, comme d'autres tentent de faire de la récupération politique du mouvement au profit de l'UMP, il n'y a qu'un pas.

350 personnes ont écouté ce "débat" sans saveur, sans affrontement. Selon le cardinal **André Vingt-Trois**, la laïcité est un moyen d'assurer l'ordre public, alors qu'il s'agit essentiellement de la distinction entre le temporel et le spirituel, c'est-à-dire du droit des catholiques, non clercs, à gérer le temporel, sans se laisser dicter leur conduite par des clercs outrepassant leur mission.

Le ministre de l'Intérieur conçoit la laïcité comme une liberté de conscience, la liberté de croire ou de ne pas

croire, ce qui n'a vraiment rien à voir. L'un comme l'autre s'accordent pour estimer que la laïcité ne signifie pas la disparition des religions de l'espace public. C'est pourtant ce que prône le Parti Socialiste, en éjectant du CCNE les membres qui ne pensent pas comme lui, ou en accueillant indignement le cardinal Vingt-Trois à l'assemblée pour "débattre" de la loi Taubira. Débat qui s'est transformé en réquisitoire abject contre l'Eglise.

Le cardinal Vingt-Trois a néanmoins mentionné l'ouvrage laïciste de **Vincent Peillon**, sur Ferdinand Buisson (« Une religion pour la République : La foi laïque de *Ferdinand Buisson* »), indiquant que cette conception de la laïcité en faisait une sorte de religion.

Aucun des deux n'a mentionné le nombre hallucinant d'atteintes à des lieux chrétiens, atteintes qui laissent le gouvernement de marbre. Ils n'ont pas évoqué non plus la complicité du gouvernement français dans le massacre des chrétiens au Moyen-Orient.

Enfin, c'est la salle qui a interpellé les deux débatteurs sur le problème de l'islam. Pour Manuel Valls, il n'y a pas de problème, juste une question de temps...